

Expert en relations et coopérations internationales

RNCP37505 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	122, 128, 346
Formacode(s)	13027, 32136, 13121, 42803
Code(s) ROME	K1704, M1707, K1404, K1405
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	24/04/2023
Date d'échéance	24/04/2025

Certificateur(s)

MBA INSTITUTE · SIRET : 50388652500024

CENTRE D ETUDES EUROPEEN DU SUD OUEST · SIRET : 33764282100066

CENTRE ETUDES EUROPEEN RHONE ALPES · SIRET : 37815351400021

CENTRE D'ETUDES EUROPEEN DU SUD OUEST · SIRET : 33764282100074

CENTRE D'ETUDES EUROPEEN OUEST · SIRET : 91487009200022

CENTRE D'ETUDES EUROPEEN OUEST · SIRET : 91487009200014

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

L'expert en relations et coopérations internationales est à la fois un chef de projet et un diplomate au sein d'institutions gouvernementales ou non gouvernementales¹, d'institutions publiques décentralisées (collectivités territoriales) ou au sein d'entreprises publiques et privées sur le périmètre national et international

ACTIVITÉS VISÉES

Organisation, préparation et structuration d'une mission de veille au service d'une organisation ou d'une institution gouvernementale/non-gouvernementale, notamment sur le risque pays

Réalisation des études et traitement des données et présentation de la veille

Mise en oeuvre des résultats de la veille et des acquis de l'intelligence politique et économique

Soutien dans la conduite d'une politique de coopération avec des acteurs publics étrangers, au niveau de l'Etat ou d'une collectivité territoriale (ex. Conseil Régional et Métropole)

Mise en oeuvre et développement de la politique au service d'une entreprise, une ONG avec un soutien public ou au service des organisations internationales (ONU, OTAN, FMI, Banque mondiale, notamment sur l'aide au développement, les flux migratoires et les sanctions internationales)

Evaluation dimensionnelle d'une situation de crise ou conflit dans sa complexité au niveau national, régional ou local

Contribution à la construction de la réponse stratégique d'apaisement et de réconciliation

Définition et animation d'une politique de gestion de crise au sein d'une entreprise/institution

Elaboration d'une évaluation au processus de gestion de crise ou conflit en entreprise/institution

Activités spécifiques en développement économique à l'international

Promotion de l'attractivité d'un pays ou d'une région au service de son développement économique

Accompagnement dans l'internationalisation des entreprises (PME, ETI, start up etc.)

Conduite de la diplomatie d'influence par évènements et rencontres officielles au service du développement économique

Activités spécifiques en pilotage de coopération de défense et sécurité dont cybersécurité
Promotion d'une politique générale de défense ou de sécurité internationale
Concours à la construction d'une stratégie de défense ou de sécurité internationale
Coopération dans la mise en œuvre d'une stratégie technologique et/ou industrielle de défense ou de sécurité internationale

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Définir et mettre en place une approche globale afin de prendre en compte toutes les données (politiques, militaires, financières, économiques, juridiques, diplomatiques etc.) pouvant agir sur une situation à traiter

Structurer la recherche, la mise en place de la veille, du recueil et du traitement de la donnée en déterminant les axes majeurs de la recherche, en catégorisant la donnée à recueillir ainsi que les différentes sources à exploiter et en sélectionnant les domaines à approfondir

Assurer et sécuriser le recueil des données en utilisant et s'appuyant sur les différentes techniques propres à la méthodologie choisie, en maîtrisant et en tenant compte des langues de référence, en respectant les RGPD

Diagnostiquer la situation d'un pays et/ou d'une région en vue de discerner les acteurs présents (dans leur globalité et bénéficiaires potentiels), identifier les décideurs politiques de la société civile et distinguer les enjeux en plaçant les faits et les prises de position dans leur contexte historique, géographique, économique et diplomatique

Cartographier les opportunités, risques pays et menaces potentiels à partir du traitement de la donnée recueillie en vue de pouvoir proposer des axes d'orientation à privilégier au regard des opportunités, des risques et menaces identifiées

Mener une évaluation sur les évolutions en cours d'une part, au regard du pays, du secteur et/ou de l'organisation, les politiques publiques en place dans le pays ou dans la zone géographique visée ; et d'autre part, sur les stratégies internationales des acteurs gouvernementaux et infra-gouvernementaux, leurs objectifs, méthodes et les positions des acteurs multilatéraux (OIG / ONG), les alliances et forums (G7, G20, APEC, ASEM, Davos)

Synthétiser l'ensemble des données en les hiérarchisant en vue de présenter à l'écrit et à l'oral, en français ou dans la langue de référence les résultats de la veille et de son analyse en respectant les règles propres au mode de présentation attendu et en détaillant une argumentation étayant le diagnostic effectué

Contribuer à la définition et à la mise en œuvre d'une culture d'intelligence politique et économique au sein d'une structure en vue de sécuriser et de renforcer son activité

Intégrer et diffuser la culture d'intelligence politique et économique dans la stratégie des acteurs (acteurs multilatéraux, les alliances et forums) et la négociation internationale, afin de renforcer les positions de négociation

Rédiger des projets d'accords de coopération entre les pays ou les régions/villes en fonction des enjeux afin de défendre les intérêts de son organisation représentée

Participer à la négociation et mise en œuvre d'accords de coopération via les rencontres internationales, telles que rencontres ministérielles, rencontres de présidents de conseil régional, métropole ou ville, afin de concrétiser un projet de coopération et d'en inaugurer la première manifestation

En vue de construire un projet de coopération, identifier les acteurs du projet, et analyser leur politique et connaître leurs instruments pour mesurer l'efficacité de ces instruments et les réformes possibles et déterminer l'organisation (bureau technique, bureau de représentation, filiale etc.) et la forme juridique les plus adéquates pour le développement international d'une entreprise ou d'une ONG en fonction des objectifs à atteindre et des contraintes de l'organisation

En vue de défendre les ambitions et les intérêts d'une entreprise, d'une ONG ou d'une organisation internationale analyser, en fonction des intérêts de l'organisation représentée, la politique étrangère d'un Etat ou d'une institution internationale ou régionale y compris de l'Union Européenne (par exemple, la politique commerciale extérieure, la coopération politique, la diplomatie économique y compris dans son volet financier, la coopération culturelle et scientifique, la politique d'aide au développement), proposer des actions de lobbying permettant de faciliter le développement d'une entreprise ou d'une ONG afin de faire évoluer la réglementation, proposer et coopérer à la mise en place d'un partenariat international, sous des formes variées, pour renforcer le positionnement de l'organisation représentée dans ce contexte

En vue de favoriser les négociations pour la mise en œuvre de la stratégie de développement international de l'organisation représentée, définir un mode de dialogue et de communication entre les autres Etats/institutions internationales et leurs partenaires entreprises/ONG afin d'optimiser la coopération interculturelle, en maîtrisant la technique des « éléments de langage »

Analyser les crises afin de cartographier les conséquences internes, régionales et internationales (déplacement de population, famines, exactions contre des minorités ou violences sexuelles), en prenant en compte les dimensions

physique (ex. guerre civile, phénomène terroriste, cognitive (ex. histoire du terrain conflictuel et sa nature, acteurs), informationnelle (ex. réseaux disponibles pour l'ensemble des acteurs impliqués)

En vue d'élaborer une réponse stratégique d'apaisement et de réconciliation identifier dans chaque situation et chaque zone les acteurs, les facteurs de déstabilisation, les forces d'équilibre et de modération, les sources de communication publiques, ^proposer une politique et préconiser des outils juridiques de médiation et d'arbitrage bilatéraux ou au sein des institutions multilatérales

Identifier les outils de communication appropriés en vue d'organiser, de structurer et diffuser les informations adaptées vers les acteurs cibles en interne, le public externe et les autorités de régulation

Rédiger un projet de plan de gestion de crise national et/ou international et planifier la continuité des activités de l'organisation afin de garantir la résilience de l'organisation

En vue de construire un plan de communication institutionnelle et d'élaborer une communication en situation de crise, traiter l'information à partir de l'analyse du contexte médiatique, des tendances d'opinion et des risques éventuels encourus par l'organisation/institution, de manière à limiter toute déformation d'actualité et parer à la diffusion dans les réseaux sociaux d'informations susceptibles de déstabiliser le public

En vue de définir et animer une politique de gestion de crise au sein d'une entreprise ou une institution, formaliser des procédures en adéquation avec d'éventuels plans publics de crise nationaux ou internationaux ; en prenant en considération la question du handicap, obiliser les bonnes personnes au sein de la cellule de crise, définir les responsabilités de chacun, voire d'autres parties prenantes, en support de la gestion de crise en prenant en considération la question du handicap

Coordonner l'animation

de la cellule de crise ; la formation aux procédures et leur diffusion à tous les niveaux de l'organisation ; la tenue de réunions décisionnelles en situation de crise et enfin l'exploitation des différents outils techniques de gestion de crise tels que la main courante

Evaluer les réponses à une crise (ex. pandémie, cyberattaque, catastrophe naturelle) au niveau des outils, communication, coordination de moyens humains, etc.

Proposer des processus d'amélioration en vue d'actualiser les scénarii de gestion de crise de l'organisation représentée

Afin de conduire de manière opérationnelle un projet ou une stratégie internationale, en particulier dans des domaines au cœur des innovations technologiques, définir le planning de réalisation et le budget du projet, avec les outils techniques de suivi permettant de garantir la réalisation du projet dans les délais fixés

Mobiliser un réseau d'acteurs et de partenaires externes ciblés, nationaux et internationaux, en fonction de leur rôle, leurs compétences et enjeux respectifs pour le déploiement d'une stratégie de coopération pour le projet à l'international en cours

Organiser la conduite d'un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation et diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif, en prenant en considération des différences culturelles et la question du handicap

Définir des modes de communication dans la conduite d'une négociation en vue d'optimiser la coopération entre les équipes multiculturelles, fédérer et animer les acteurs internes et externes dans un souci d'éthique afin d'appréhender les mécanismes d'influence (communication, lobbying, manipulation, déstabilisation etc.) et les différents leviers possibles

Identifier les écarts observés comparés aux résultats attendus par la mise en place d'un système d'évaluation en vue d'assurer le reporting auprès des directions concernées et proposer des ajustements et mesures correctives

A partir de la veille et l'analyse sectorielle menée en amont, identifier les acteurs de l'attractivité et les cartographier selon leurs rôles (fonds souverains, fonds de pension, fonds d'investissement et fonds d'entreprise, notamment les venture capitaux) en vue de promouvoir l'attractivité d'un pays ou d'une région auprès des investisseurs étrangers

Mener des négociations pour faire entrer des partenaires étrangers (industriels ou financiers) dans un projet national.

En vue de renforcer le positionnement des entreprises face à la concurrence internationale organiser le soutien politique et financier aux grands projets publics via le crédit export et le partenariat public/privé, accompagner les PME/ETI dans leur développement à l'international via le dispositif "Team France Export" conseiller les entreprises de technologies innovantes dans leur recherche de financements dans le cadre de la "French Tech"

Maitriser les nouveaux modes d'intervention (exemple Crypto monnaie, Green finance, RSE) et les nouveaux risques (exemple, cyberattaque), en vue de mieux conseiller les entreprises

Définir et mettre en œuvre une stratégie d'influence (en interne et en externe) afin de développer la notoriété/visibilité et l'attractivité de l'organisation et/ou entreprises nationale à l'international

Organiser des évènements (colloques, séminaires, conférences et cérémonies ...) et conduire des visites officielles à

Blocs de compétences

RNCP37505BC01 — Mener une mission de veille et apporter une expertise en intelligence économique, politique et diplomatique

LISTE DE COMPÉTENCES

Définir et mettre en place une approche globale afin de prendre en compte toutes les données (politiques, militaires, financières, économiques, juridiques, diplomatiques etc.) pouvant agir sur une situation à traiter

Structurer la recherche, la mise en place de la veille, du recueil et du traitement de la donnée en déterminant les axes majeurs de la recherche, en catégorisant la donnée à recueillir ainsi que les différentes sources à exploiter et en sélectionnant les domaines à approfondir

Assurer et sécuriser le recueil des données en utilisant et s'appuyant sur les différentes techniques propres à la méthodologie choisie, en maîtrisant et en tenant compte des langues de référence, en respectant les RGPD

Diagnostiquer la situation d'un pays et/ou d'une région en vue de discerner les acteurs présents (dans leur globalité et bénéficiaires potentiels), identifier les décideurs politiques de la société civile et distinguer les enjeux en plaçant les faits et les prises de position dans leur contexte historique, géographique, économique et diplomatique

Cartographier les opportunités, risques pays et menaces potentiels à partir du traitement de la donnée recueillie en vue de pouvoir proposer des axes d'orientation à privilégier au regard des opportunités, des risques et menaces identifiées

Mener une évaluation sur les évolutions en cours d'une part, au regard du pays, du secteur et/ou de l'organisation, les politiques publiques en place dans le pays ou dans la zone géographique visée ; et d'autre part, sur les stratégies internationales des acteurs gouvernementaux et infra-gouvernementaux, leurs objectifs, méthodes et les positions des acteurs multilatéraux (OIG / ONG), les alliances et forums (G7, G20, APEC, ASEM, Davos)

Synthétiser l'ensemble des données en les hiérarchisant en vue de présenter à l'écrit et à l'oral, en français ou dans la langue de référence les résultats de la veille et de son analyse en respectant les règles propres au mode de présentation attendu et en détaillant une argumentation étayant le diagnostic effectué

Contribuer à la définition et à la mise en œuvre d'une culture d'intelligence politique et économique au sein d'une structure en vue de sécuriser et de renforcer son activité

Intégrer et diffuser la culture d'intelligence politique et économique dans la stratégie des acteurs (acteurs multilatéraux, les alliances et forums) et la négociation internationale, afin de renforcer les positions de négociation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle (avec remise d'un dossier individuel et présentation orale notamment dans le cadre d'une simulation).

Simulation d'une réunion internationale avec synthèse écrite et présentation orale en français ou en anglais devant un jury professionnel composé par un expert du sujet d'actualité et d'un représentant de la réunion.

RNCP37505BC02 — Conseiller dans l'élaboration et accompagner la mise en œuvre d'une stratégie internationale

LISTE DE COMPÉTENCES

Rédiger des projets d'accords de coopération entre les pays ou les régions/villes en fonction des enjeux afin de défendre les intérêts de son organisation représentée

Participer à la négociation et mise en œuvre d'accords de coopération via les rencontres internationales, telles que rencontres ministérielles, rencontres de présidents de conseil régional, métropole ou ville, afin de concrétiser un projet de coopération et d'en inaugurer la première manifestation

En vue de construire un projet de coopération, identifier les acteurs du projet, et analyser leur politique et connaître leurs instruments pour mesurer l'efficacité de ces instruments et les réformes possibles et déterminer l'organisation (bureau technique, bureau de représentation, filiale etc.) et la forme juridique les plus adéquates pour le développement international d'une entreprise ou d'une ONG en fonction des objectifs à atteindre et des contraintes de l'organisatio

En vue de défendre les ambitions et les intérêts d'une entreprise, d'une ONG ou d'une organisation internationale analyser, en fonction des intérêts de l'organisation représentée, la politique étrangère d'un Etat ou d'une institution internationale ou régionale y compris de l'Union Européenne (par exemple, la politique commerciale extérieure, la coopération politique, la diplomatie économique y compris dans son volet financier, la coopération culturelle et

scientifique, la politique d'aide au développement), proposer des actions de lobbying permettant de faciliter le développement d'une entreprise ou d'une ONG afin de faire évoluer la réglementation, proposer et coopérer à la mise en place d'un partenariat international, sous des formes variées, pour renforcer le positionnement de l'organisation représentée dans ce contexte

En vue de favoriser les négociations pour la mise en œuvre de la stratégie de développement international de l'organisation représentée, définir un mode de dialogue et de communication entre les autres Etats/institutions internationales et leurs partenaires entreprises/ONG afin d'optimiser la coopération interculturelle, en maîtrisant la technique des « éléments de langage »

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas (avec une remise d'un dossier écrit individuel)

RNCP37505BC03 — Assurer des missions de direction, de conseil et de soutien en situation de crise ou conflit

LISTE DE COMPÉTENCES

Analyser les crises afin de cartographier les conséquences internes, régionales et internationales (déplacement de population, famines, exactions contre des minorités ou violences sexuelles), en prenant en compte les dimensions physique (ex. guerre civile, phénomène terroriste, cognitive (ex. histoire du terrain conflictuel et sa nature, acteurs), informationnelle (ex. réseaux disponibles pour l'ensemble des acteurs impliqués)

En vue d'élaborer une réponse stratégique d'apaisement et de réconciliation identifier dans chaque situation et chaque zone les acteurs, les facteurs de déstabilisation, les forces d'équilibre et de modération, les sources de communication publiques, proposer une politique et préconiser des outils juridiques de médiation et d'arbitrage bilatéraux ou au sein des institutions multilatérales

Identifier les outils de communication appropriés en vue d'organiser, de structurer et diffuser les informations adaptées vers les acteurs cibles en interne, le public externe et les autorités de régulation

Rédiger un projet de plan de gestion de crise national et/ou international et planifier la continuité des activités de l'organisation afin de garantir la résilience de l'organisation

En vue de construire un plan de communication institutionnelle et d'élaborer une communication en situation de crise, traiter l'information à partir de l'analyse du contexte médiatique, des tendances d'opinion et des risques éventuels encourus par l'organisation/institution, de manière à limiter toute déformation d'actualité et parer à la diffusion dans les réseaux sociaux d'informations susceptibles de déstabiliser le public

En vue de définir et animer une politique de gestion de crise au sein d'une entreprise ou une institution, formaliser des procédures en adéquation avec d'éventuels plans publics de crise nationaux ou internationaux ; en prenant en considération la question du handicap, mobiliser les bonnes personnes au sein de la cellule de crise, définir les responsabilités de chacun, voire d'autres parties prenantes, en support de la gestion de crise en prenant en considération la question du handicap

Coordonner l'animation

de la cellule de crise ; la formation aux procédures et leur diffusion à tous les niveaux de l'organisation ; la tenue de réunions décisionnelles en situation de crise et enfin l'exploitation des différents outils techniques de gestion de crise tels que la main courante

Evaluer les réponses à une crise (ex. pandémie, cyberattaque, catastrophe naturelle) au niveau des outils, communication, coordination de moyens humains, etc.

Proposer des processus d'amélioration en vue d'actualiser les scénarii de gestion de crise de l'organisation représentée

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas avec une remise d'un dossier écrit individuel

RNCP37505BC04 — Piloter un projet à l'international

LISTE DE COMPÉTENCES

Afin de conduire de manière opérationnelle un projet ou une stratégie internationale, en particulier dans des domaines au cœur des innovations technologiques, définir le planning de réalisation et le budget du projet, avec les outils techniques de suivi permettant de garantir la réalisation du projet dans les délais fixés

Mobiliser un réseau d'acteurs et de partenaires externes ciblés, nationaux et internationaux, en fonction de leur rôle, leurs compétences et enjeux respectifs pour le déploiement d'une stratégie de coopération pour le projet à l'international en cours

Organiser la conduite d'un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation et

diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif, en prenant en considération des différences culturelles et la question du handicap

Définir des modes de communication dans la conduite d'une négociation en vue d'optimiser la coopération entre les équipes multiculturelles, fédérer et animer les acteurs internes et externes dans un souci d'éthique afin d'appréhender les mécanismes d'influence (communication, lobbying, manipulation, déstabilisation etc.) et les différents leviers possibles

Identifier les écarts observés comparés aux résultats attendus par la mise en place d'un système d'évaluation en vue d'assurer le reporting auprès des directions concernées et proposer des ajustements et mesures correctives

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Jeu de rôle dans le cadre d'une mise en situation professionnelle (avec une présentation orale en groupe et une remise d'un dossier écrit individuel comprenant une fiche de projet et un cahier des charges).

RNCP37505BC05 — Spécialisation 1 – Accompagner dans la mise en oeuvre la diplomatie économique et la politique du développement des entreprises à l'international

LISTE DE COMPÉTENCES

A partir de la veille et l'analyse sectorielle menée en amont, identifier les acteurs de l'attractivité et les cartographier selon leurs rôles (fonds souverains, fonds de pension, fonds d'investissement et fonds d'entreprise, notamment les venture capitaux) en vue de promouvoir l'attractivité d'un pays ou d'une région auprès des investisseurs étrangers

Mener des négociations pour faire entrer des partenaires étrangers (industriels ou financiers) dans un projet national.

En vue de renforcer le positionnement des entreprises face à la concurrence internationale organiser le soutien politique et financier aux grands projets publics via le crédit export et le partenariat public/privé, accompagner les PME/ETI dans leur développement à l'international via le dispositif "Team France Export" conseiller les entreprises de technologies innovantes dans leur recherche de financements dans le cadre de la "French Tech"

Maîtriser les nouveaux modes d'intervention (exemple Crypto monnaie, Green finance, RSE) et les nouveaux risques (exemple, cyberattaque), en vue de mieux conseiller les entreprises

Définir et mettre en œuvre une stratégie d'influence (en interne et en externe) afin de développer la notoriété/visibilité et l'attractivité de l'organisation et/ou entreprises nationale à l'international

Organiser des événements (colloques, séminaires, conférences et cérémonies ...) et conduire des visites officielles à l'étranger permettant de soutenir et développer des projets économiques

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas (avec une remise d'un dossier écrit individuel et un jeu de rôle collectif).

Rapport d'expérience professionnelle et soutenance orale

RNCP37505BC06 — Spécialisation 2 - Conseiller en politique ou une coopération de défense et sécurité internationale

LISTE DE COMPÉTENCES

Afin de promouvoir une politique de défense et de sécurité en vue de lutter contre la cybercriminalité et assurer la protection des données et des infrastructures vitales, identifier des mécanismes de sécurité collective et des modes de coopérations au sein d'organisations et d'alliances internationales (ex. ONU) et régionales (ex. OTAN, UA, OSCE, ASEAN), déterminer divers instruments de missions politiques et militaires, de médiation et de sanction pertinents pour l'organisation déjà représentée

Conseiller la structure représentée dans les guerres de l'information en proposant des outils et des moyens afin d'assurer la sécurité des systèmes d'information et du cyberspace. Pouvoir lier les fonctions stratégiques traditionnelles avec la "sixième fonction stratégique" (influence) et être capable d'apporter des éléments à la communication spécifique du secteur de la défense

Analyser les contextes géopolitiques et géostratégiques ainsi que les enjeux communs/partagés/projetés des différents acteurs en vue de contribuer à la définition d'une stratégie de défense

Proposer des objectifs politiques et militaires et des processus décisionnels relatifs à une opération planifiée interarmées et/ou interalliée en s'appuyant sur des mécanismes de sécurité collective

Réaliser une étude prospective pour proposer une stratégie étatique ou industrielle quant à la conception, la fabrication ou l'acquisition d'armements ou d'outils de sécurité

En vue de conseiller la structure représentée dans ses choix d'une stratégie technologique ou industrielle de défense ou de sécurité internationale maîtriser les particularités des marchés publics de défense et de sécurité, maîtriser le périmètre et les enjeux de la BITD (base industrielle et technique de défense) et connaître les spécificités du fonctionnement institutionnel/lien entreprises-administrations des principaux exportateurs d'armements, intégrer les

questions environnementales dans les réflexions

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas (avec une remise d'un dossier écrit individuel et présentation orale de groupe)

Rapport d'expérience professionnelle et soutenance orale

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Institution publique, organisation internationale, ONG, collectivités territoriales, Conseils Régionaux, ministère, administration centrale, ambassade, chambre de commerce et d'industrie en Région ou dans une chambre de commerce française à l'étranger, institution financière publique en France ou à l'étranger, institution européenne, fédération professionnelle, cabinet de conseil...

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Chargé de mission relations internationales, relations institutionnelles, questions européennes (en entreprise)?

Coordinateur

de projet dans une filiale d'entreprise française à l'étranger

Chargé de mission programmes européens dans une institution de l'Union européenne?

Responsable de projet, chargé de mission en ministère (MEAE, ministère de l'Intérieur, ministère des Armées, ministère de l'Économie, des finances et de la relance et de la souveraineté numérique)?

Attaché économique, attaché commercial (en ambassade ou dans un bureau Business France à l'étranger, notamment en tant que Volontaire International en Administration, VIA)

Consultant/Analyste en cybersécurité? dans une entreprise privée ou pour une structure publique

Analyste géopolitique, chargé d'étude dans un cabinet de conseil ou dans un Think tank à vocation internationale

Consultant en sécurité dans une entreprise privée ou pour une structure publique

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Faible (2/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 2 à 3 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	3 189 €
Familles professionnelles (FAP)	R3X83 — Professions intermédiaires du marketing et des services commerciaux (hors achats) · tension 3/5 (Modérée) R4X90 — Cadres commerciaux, acheteurs et cadres de la mercatique · tension 2/5 (Faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	9 109
Jugés difficiles à recruter	29 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	R3X83 — Professions intermédiaires du marketing et des services commerciaux (hors achats) R4X90 — Cadres commerciaux, acheteurs et cadres de la mercatique

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Dans le cadre de l'admission en 4ème année, le candidat doit justifier la validation d'un Titre niveau 6 ou Diplôme de niveau Licence dans un des domaines suivants : des relations internationales, des sciences politiques et

d'administration publique, du droit international, du droit public, de l'économie et des sciences sociales, de géopolitique et histoire des relations internationales.

Dans le cadre de l'admission en 5ème année, le candidat doit justifier la validation d'un Titre niveau 6 ou Diplôme de niveau M1 à dominante relations internationales et dans la même famille de formation ayant des blocs de compétences comparables dans un des domaines suivants : des relations internationales, des sciences politiques et d'administration publique, du droit international, du droit public, de l'économie et des sciences sociales, de géopolitique et histoire des relations internationales.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Le jury de certification est composé de 6 personnes, dont 3 professionnels externes du secteur

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Le jury de certification est composé de 6 membres, dont 3 professionnels externes du secteur

COMPOSITION DU JURY — VAE

Le jury de certification est composé de 5 membres, dont 3 professionnels externes du secteur

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	11 380 €
Selon la branche	6 500 € – 12 000 €
Prise en charge	Branches concernées
11 380 €	Valeur par défaut · 183 branches
7 280 €	COPANIEF - Fabricant de sucres, CPNE Boulangerie-pâtisserie industrielles, CPNE Branche ITV, CPNE des MFR, CPNE des Vins et Spiritueux
12 000 €	CPNE Transport aérien : personnel au sol, CPNE Travail Temporaire, CPNE de l'édition de livres, de l'édition phonographique et de l'édition de musique, CPNEF de la Publicité, CPNEF de la presse et des agences de presse
9 000 €	CPNE Banque, CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil
10 884 €	CPNEFP des industries des jeux, jouets, articles de fêtes et ornements de Noël, articles de puériculture et voitures d'enfants, modélisme et industries connexes
8 520 €	CPNE de la branche des experts comptables et commissaires aux comptes
8 060 €	CPNFPE des sociétés d'assurances
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie
6 500 €	CPNEFP Carrières et matériaux

Base légale

Date de décision	24/04/2023
Durée de l'enregistrement	2 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	24/04/2025
Date de dernière délivrance possible	24/04/2029

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2019	60	0	71 %	78 %
2018	28	0	68 %	70 %

Liens avec d'autres certifications

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)
RNCP39853

CORRESPONDANCES (PAR BLOCS)
RNCP35047

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF
<https://www.heip.fr/admissions/expert-en-relations-et-cooperations-internationales/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/37505/>